

Après les suppressions d'emplois, les subventions d'état !

La direction a présenté en réunion de CSE Central extraordinaire le lancement du projet de sa réorganisation, des opportunités d'activités futures sur les architectures centralisées avec un pilote sur un projet Dacia. L'ensemble générerait 150 embauches de fin 2025 à 2028.

« Bonne nouvelle » Pourrait-on se dire : plus besoin du plan « Accelerate » et « R&D Excellence » ! ... Sauf qu'il y a derrière cette manœuvre **une subvention de l'état de 45 millions € pour « création d'emplois » ! Oui vous avez bien lu.**

La direction veut donc supprimer encore 146 emplois d'ici fin 2025 et aussitôt embaucher presque autant, et tout cela subventionné par l'état !

Pour elle comme pour l'Etat, cela n'a rien de scandaleux : pour nous, comme pour tous ceux dont l'emploi va être supprimé, ça l'est !

A cette aide s'ajoute au 30 M€ dont l'entreprise bénéficie sur le projet Coram ainsi qu'au 15 M€ de crédit d'impôt recherche annuel.

Ces 45 millions seront touchés dès le début, et Continental aura comme seul engagement d'avoir à embaucher 150 personnes d'ici 2028. Comme dit le proverbe : Les promesses n'engagent que ceux qui y croient

Mais à supposer qu'il y ait bien 150 embauches, il y aurait eu aussi plus de 150 suppressions d'emplois, si les plans de Continental se réalisaient. **C'est inacceptable !**

Mais alors cet argent... Notre argent, l'argent de nos impôts, **il va servir à quoi ?**

- A payer les primes de départ du plan « Accelerate » ?
- A payer les salaires des nouveaux embauchés ? 45M€ cela représente 150 ingénieurs gratuits pour Continental pendant 6 ans charges comprises.
- A payer des dividendes supplémentaires aux actionnaires ?

Sur quel site seront créés ces postes ? Avec quel salaire, des salaires de début de carrière ? Le jackpot est intéressant pour la direction Continental et nous nous aurions des collègues en moins si ces plans se réalisaient.

Lors du dernier CSE, on apprend maintenant que la charge future de la production n'est plus garantie malgré les engagements de maintien de charge de travail en production : c'était une contrepartie du plan Saint-Exupéry.



Compte à rebours au 1 Juin : déjà **66** postes supprimés *, encore **146** dans le viseur !

* (*départs non remplacés*) : A chaque départ non remplacé correspond ou à une surcharge d'activité pour les collègues restant ou à la fermeture du poste à Toulouse et à Rambouillet.

Cette situation est intolérable. Nous SUD, FO et CGT demandons l'arrêt immédiat des plans de suppression d'emplois !

Seule la mobilisation de tous peut empêcher ces plans scandaleux.

Assemblée générale des salariés :

Le mardi 2 juillet sur les sites de Toulouse et Rambouillet :

- **A Toulouse, rendez-vous à 13 heures 30 devant la cafétéria**
- **A Rambouillet, rendez-vous à 10 heures devant le garage à vélo**